



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE, ÉNERGÉTIQUE
ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Pays nordiques

Une publication du SER de Stockholm
N°120 – Semaine du 8 juin 2026

LE CHIFFRE DE LA QUINZAINE

Investissements étrangers : la France conserve la première place en Europe en 2026

#1

L'édition 2026 du *sommet Choose France* qui s'est tenue à Versailles le 1^{er} juin a rassemblé 18 dirigeants de grands groupes nordiques. Parmi ceux-ci, des investissements importants ont été annoncés par Danfoss (Danemark), Ikea (Suède), Scania (Suède) et Alfa Laval (Suède).

Sources : EY European Attractiveness Survey 2026, Choose France

Pays nordiques

La solution de paiement Vipps mène une offensive nordique.

Vipps est issu de la fusion de l'opérateur éponyme norvégien avec son homologue danois MobilePay en 2022, et appartient à des banques des deux pays. Selon l'entreprise, la solution de paiement compte plus de 12 millions d'utilisateurs en Norvège, en Finlande et au Danemark, et vise désormais la Suède où elle compte seulement 160 000 utilisateurs. Swish, la solution suédoise de paiement en ligne, détenue conjointement par six grandes banques du pays, a été lancée en 2012 et est utilisée par 91% des Suédois, selon la Banque de Suède. En 2026, Vipps a également annoncé un protocole d'accord avec la *European Payments Initiative* à l'origine de Wero.

La Commission européenne approuve la fusion du groupe laitier scandinave Arla et de l'allemand DMK Group.

Le feu vert donné le 28 mai à cette fusion annoncée en avril 2025 ouvre la voie à la création de la première coopérative laitière européenne, dont l'objectif sera d'investir dans une production alimentaire durable et fiable. L'entité qui gardera le nom de la coopérative dano-suédoise Arla représentera désormais 11 200 fermiers et près de 28 800 employés à travers sept pays, pour un chiffre d'affaires consolidé anticipé à 20 Md€. Le siège restera à Viby au Danemark.

Danemark

Le Danemark a un nouveau gouvernement.

Après une période de négociation record de 69 jours, Mette Frederiksen a présenté le 3 juin au Roi le nouveau gouvernement danois, positionné au centre gauche et à gauche de l'échiquier politique. Les présidents des quatre partis formant la coalition - Mette Frederiksen pour les sociaux-démocrates, qui conserve son poste de Premier ministre ; Lars Lokke Rasmussen pour les Modérés, qui conserve son poste de ministre des Affaires étrangères ; Pia Olsen Dyhr du parti populaire socialiste, nouvelle ministre de l'Economie et de l'Intérieur et Martin Linaard du parti libéral radical, devenu ministre de l'Industrie et de la Compétitivité - ont présenté les lignes directrices du gouvernement. Ils ont notamment annoncé la publication prochaine d'un plan économique pluriannuel à l'horizon 2035, qui formera la base de la politique économique du nouveau gouvernement, ainsi que plusieurs réductions d'impôts. L'impôt sur les sociétés passera de 22% à 19 % pour les trois prochaines années, et deux tranches d'impôt sur le revenu seront supprimées. Ils ont aussi dévoilé plusieurs mesures sociales comme la gratuité des soins dentaires pendant dix ans à partir de 2027, la gratuité des transports en commun pour les jeunes de moins de 22 ans, et un financement supplémentaire pour des initiatives ciblées sur l'enfance pour un total de 9 Md DKK (1,2 Md€). Les ambitions de neutralité climatique en 2045, et de réduction de 110% des émissions nettes de CO2 pour 2050 ont été réaffirmées (dynamique « net-négative » qui signifie que le Danemark compte retirer activement du CO2 de l'atmosphère en absorbant plus de gaz à effet de serre - via les puits de carbone naturels (reforestation, restauration des zones humides et modification de pratiques agricoles notamment) et technologiques (CCS et captage direct dans l'air (DAC)) - que le pays n'en émet).

Le Conseil des sages publie ses nouvelles prévisions économiques.

Dans son nouveau rapport, le Conseil économique danois

estime que les conséquences de la guerre au Moyen-Orient et de la hausse des prix de l'énergie restent encore incertaines. Les « Sages » anticipent une croissance du PIB de l'ordre de 2% en 2026 et 1,25% en 2027, principalement portée par les exportations et une reprise de la consommation publique et privée. L'inflation atteindrait 2% en 2026 et 2027 et la politique budgétaire devrait être procyclique selon eux. Ils n'identifient pas de risques de déséquilibres macroéconomiques à ce stade. Les cibles de 0,5% de déficit public en 2030 et 0,6% en 2035 devraient être respectées et le solde public, après avoir été en excédent de 2,9% du PIB en 2025, devrait se réduire et atteindre 0,8% en 2026 et 0,4% en 2027. Le Conseil a également établi un scénario en cas de crise prolongée, dans lequel l'inflation pourrait atteindre 3% en 2026, soit 1 point de plus que dans les prévisions initiales et 4,75% en 2027. La croissance du PIB serait revue à la baisse de 0,5 points et s'établirait à 1,4% en 2026 et puis 0,7% en 2027.

Cinq entreprises danoises ont participé au sommet Choose France 2026.

Les CEO des entreprises danoises *Novo Nordisk*, *Danfoss*, *NKT*, *Bavarian Nordics* et *ALK* ont participé à l'édition 2026 de Choose France, organisé à Versailles. *Danfoss*, leader mondial des technologies à haute efficacité énergétique, a notamment annoncé un investissement de 10 M€ sur trois ans dans son site de Reyrieux, qui produit des composants essentiels pour les pompes à chaleur résidentielles, industrielles et tertiaires. Cet investissement s'ajoute aux 61 M€ déjà investis par l'entreprise dans ses activités françaises depuis 2015. Cette édition de Choose France aura été marquée par un montant d'investissements record, s'élevant à 93 Md €, et devant créer 15 600 emplois.

Le gestionnaire du réseau de transport d'électricité, Energinet, suspend tout nouveau raccordement jusqu'à l'automne.

Energinet invoque le manque de capacité, en

raison de l'électrification plus rapide que prévue du pays et du développement de projets nécessitant beaucoup d'énergie tels que les *data centers*, le *power-to-X* (conversion ou stockage d'énergie), ou encore les batteries. Les délais de procédures et les nombreux retards de développement obligent le gestionnaire du réseau à prolonger la suspension de toutes nouvelles connexions jusqu'à l'automne prochain. *Energinet* a également annoncé la mise en place d'une nouvelle méthodologie de priorisation des projets de raccordements, allotis selon leur avancement et leur compatibilité avec le réseau électrique.

Danish Crown annonce la suppression de 800 postes dans le cadre d'une restructuration majeure.

Les 800 « cols blancs » représentent près d'un cinquième des 4 300 cadres et employés administratifs du géant danois de l'agroalimentaire dans le monde. L'objectif est de renforcer l'efficacité et la compétitivité du groupe en abandonnant la structure conglomérale de huit entités autonomes pour créer une entreprise pleinement intégrée avec des fonctions centralisées et des processus standardisés. La réduction des effectifs de bureau devrait permettre de réaliser des économies de 500 M DKK (67 M€) et se fera au cours des deux-trois prochaines années dans tous les pays et divisions commerciales.

Finlande

La croissance du PIB finlandais atteint 0,9% au premier trimestre 2026 par rapport au trimestre précédent. La prévision de croissance du ministère des finances pour 2026 est de +0,6% du PIB. Cette dynamique positive en glissement trimestriel résulte de la croissance des investissements, des exportations et de la consommation intérieure.

Le taux de chômage finlandais atteint 11,6% en avril 2026, aucune amélioration ne se profilant à court terme. La Finlande enregistre 48 000 chômeurs de plus qu'il y a un an. En parallèle, le nombre de postes vacants a diminué.

La capitalisation boursière brute de Nokia s'élève désormais à 21 % de la valeur totale de la bourse d'Helsinki. Sur un an (juin 2025 - juin 2026), l'indice général *OMX Helsinki* a progressé d'environ +35%, alors que le titre Nokia affiche quant à lui une hausse de +208%.

La croissance médiane du chiffre d'affaires des 500 plus grandes entreprises finlandaises s'accélère à 1,8 % en 2025, contre 1,0 % en 2024. Le secteur de la défense surperforme largement l'économie nationale avec une croissance médiane sectorielle de 31,7%.

Les entreprises non financières finlandaises affichent un net recul de leurs emprunts sur le premier trimestre 2026. Elles ont contracté 6,2 Md€ de nouveaux prêts sur la période

janvier-avril 2026, soit une baisse de 18% par rapport au début de l'année 2025.

L'entreprise minière suédoise Boliden renonce à un investissement d'1 Md€ à Sodankylä et n'aura probablement plus d'activité en Finlande d'ici 2034. On estime à un tiers la part de la production européenne de nickel qui disparaîtra avec la fin programmée des activités de Boliden en Finlande. L'entreprise déplore l'augmentation de la taxe minière en Finlande et de la taxe sur l'électricité pour les mines, ainsi que la réduction des subventions pour les fonderies conformément au système d'échange de quotas d'émission (ETS) de l'U.E. Des centaines de salariés seront licenciés.

Le groupe de défense Patria et la startup NestAI s'associent pour la construction de drones pilotés par l'IA destinés aux forces armées européennes. Patria a par ailleurs reçu une commande de la Lituanie pour 936 véhicules blindés, dont 300 unités sont attendues d'ici 2030 selon les déclarations du président lituanien.

Wärtsilä investit 90 M€ dans une expansion de 30% de la capacité de production de son Sustainable Technology Hub à Vaasa. Depuis 2018, la société a investi plus de 490 M€ dans ce centre technologique durable.

L'industriel Metso investit 60 M€ dans son centre de R&D à Tampere. L'investissement est étalé sur trois ans, avec 15 M€ investis dès 2026.

Islande

Selon le syndicat islandais *Viska*, l'Islande est devenue en 2026 le pays le plus cher au monde.

Selon une étude de *Viska*, l'Islande n'a jamais été aussi chère qu'en 2026. Elle est désormais devenue le pays le plus cher du monde, dépassant la Suisse. Le niveau général des prix islandais est aujourd'hui supérieur de 84% à la moyenne des 27 pays européens, un record historique sur les 30 dernières années. Pour la plupart des produits, l'Islande est nettement plus coûteuse que les autres pays nordiques, notamment 44% plus chère pour les produits alimentaires et 40% plus chère pour les voitures. Les salaires plus élevés n'expliquent pas entièrement ce niveau des prix : l'écart de prix entre l'Islande et les autres pays nordiques est deux fois supérieur à l'écart salarial. Parmi les raisons avancées, les droits de douane élevés et le manque relatif de concurrence jouent un rôle central.

Le nouveau rapport d'experts internationaux sur les options monétaires pour l'Islande présenté le 2 juin.

Le rapport de 219 pages analyse les forces et les faiblesses de la couronne islandaise (notamment sa grande volatilité) ainsi que les potentiels impacts d'une adoption de l'Euro (baisse du coût de transaction pour les échanges commerciaux avec l'étranger et augmentation de la compétitivité entraînant une hausse du commerce extérieur, stabilité financière, etc.). Le ministère de l'Economie et l'opposition s'opposent sur les enseignements à tirer de ce rapport présenté comme un outil d'aide à la décision et qui ne donne pas de recommandations.

Le gouvernement prévoit 14,7 milliards ISK (102 M€) d'économies budgétaires en 2026.

Répondant à une question parlementaire, le gouvernement islandais a indiqué prévoir des coupes budgétaires de 102 M€ dans les finances publiques en 2026, alors que 77 M€ étaient initialement prévus dans le plan budgétaire pluriannuel. Parmi les principaux

postes d'économies, on retrouve les dépenses liées aux demandeurs de protection internationale, les services hospitaliers spécialisés ainsi que les remboursements fiscaux accordés aux productions cinématographiques tournées en Islande. Les coupes budgétaires dans le secteur de l'enseignement font l'objet de critiques des syndicats enseignants.

Le gouvernement islandais présente sa nouvelle politique industrielle pour l'horizon 2035.

Parmi les priorités clés figurent le renforcement de l'approvisionnement énergétique et des infrastructures, la simplification de la réglementation et des procédures d'octroi de licences, ainsi que le soutien à l'innovation et aux industries axées sur l'exportation. Le gouvernement entend promouvoir une économie plus diversifiée et plus résiliente tout en améliorant la productivité à long terme. Cette politique s'accompagne d'un plan d'action pour 2026-2027 comprenant 35 mesures touchant divers secteurs.

L'influence croissante des groupes du secteur halieutique dans l'économie.

Un rapport de l'Université d'Islande demandé par des parlementaires révèle que les vingt plus grandes entreprises de pêche islandaises détenaient, fin 2024, plus de 400 Md ISK (2,7 Md€) d'actifs dans des secteurs sans lien direct avec la pêche. Cela relance le débat sur la concentration du pouvoir économique en Islande et sur la transparence de l'actionnariat dans le secteur halieutique.

Verne développe ses capacités en Islande.

Après un investissement de plus de 3,2 Md ISK (environ 22 M€), Verne et Landsnet ont inauguré une nouvelle sous-station (poste électrique) de 1500m² sur la péninsule de Reykjanes. Reliée à la sous-station existante de Landsnet, elle offrira une puissance installée pouvant atteindre 240 MW à l'opérateur islandais de *data centers*.

Norvège

Signature de l'Accord de Narvik entre la France et la Norvège.

Le 27 mai, la ministre des armées Catherine Vautrin et le ministre de la défense, Tore O. Sandvik, ont signé à Paris l'accord de Narvik, en présence du Président de la République Emmanuel Macron et du Premier ministre Jonas Gahr Støre. L'accord comporte une coopération dans le domaine spatial et industriel. D'une manière plus générale, les deux pays s'engagent à se porter mutuellement aide, y compris avec une assistance militaire « *si le besoin s'en fait sentir* ». La Norvège rejoindra, avec neuf autres pays européens, un processus lancé par la France pour définir comment sa dissuasion nucléaire peut contribuer à la sécurité et à la dissuasion en Europe.

Signature d'un partenariat stratégique entre la Norvège et l'Inde.

Le Premier ministre indien s'est déplacé à Oslo le 18 mai et a rencontré le Premier ministre norvégien. La dernière visite officielle d'un Premier ministre indien à Oslo remonte à 1983. Cette rencontre a permis la signature d'un partenariat stratégique vert et d'une trentaine d'accords commerciaux sur des domaines tels que le numérique, l'IA, l'espace, les océans et les infrastructures hydriques. Cette coopération se fonde sur l'accord AELE-Inde en vigueur depuis le 1^{er} octobre 2025, après 16 ans de négociations, favorisant l'investissement et la création d'emplois en Norvège et en Inde. Actuellement, 160 entreprises norvégiennes sont implantées en Inde. Le Premier ministre norvégien a affirmé sa volonté de collaborer dans le secteur des énergies renouvelables dans lequel l'Inde possède une « *grande capacité et de grandes ambitions* ».

Croissance de 0,4% du PIB au premier trimestre 2026 par rapport au trimestre précédent.

Le PIB norvégien a progressé de 0,4% au premier trimestre 2026 par rapport au trimestre précédent, selon l'Institut national statistique norvégien (SSB), soutenu par la bonne tenue du marché pétrolier et gazier.

Le PIB continental (hors hydrocarbures) a enregistré une croissance de 0,2% sur la même période. Ce chiffre est légèrement inférieur aux prévisions en raison d'un ralentissement du marché de l'automobile et de la production d'hydroélectricité.

Accord pour un soutien au secteur agricole pour un montant de 339 M€.

L'Etat a conclu le 16 mai 2026 un accord avec les organisations agricoles (*Norges Bondelag* et *Norsk Bonde og Småbrukarlag*), doté d'une enveloppe totale de 339 M€, dont 296 M€ financés par l'Etat et le reste par une taxe sur le consommateur redistribuée aux agriculteurs (mise en place à partir du 1^{er} juillet). L'impact sur les prix à la consommation sera limité, estimé à environ 55€ par an et par ménage. La dotation budgétaire supplémentaire interviendra en 2027. Au total, le niveau de subventions au secteur agricole atteindra 3,08 Md€ en 2027. L'accord vise à aligner les revenus agricoles sur ceux des autres secteurs d'activité, dans un contexte de tensions internationales et de hausse des coûts de production.

Accord salarial dans le secteur public.

L'Etat norvégien et la confédération syndicale LO se sont accordés le 29 mai sur une hausse des salaires de 4,4% pour les agents de la fonction publique cette année. Cela a permis d'éviter une grève latente. Environ 10 000 agents publics menaçaient d'entrer en grève afin de réclamer une hausse des salaires et une revalorisation supplémentaire pour les travaux pénibles.

Fin partielle des grèves dans le secteur de l'hôtellerie et de la restauration en Norvège.

Depuis six semaines, le pays était confronté à un mouvement social dans le secteur de l'hôtellerie et de la restauration. Les syndicats craignaient la suppression du système de préfinancement par les employeurs des indemnités maladie et réclamaient une revalorisation salariale. L'un des deux syndicats, *Fellesforbundet*, est

parvenu à un accord avec l'organisation patronale NHO, qui a accepté de maintenir le système de préfinancement des indemnités maladie et d'accorder une augmentation salariale. À partir du 1er juin 2026, les employés recevront 0,97€ de plus par heure et les travailleurs qualifiés 1,43€. Encore 350 membres du syndicat *Parat* restent mobilisés car ils n'ont pas obtenu d'accord avec NHO. Une proposition d'accord sera soumise au vote le 11 juin.

52% des Norvégiens estiment que leur situation financière est la même depuis les dernières élections.

Le gouvernement a affirmé que la situation financière des ménages norvégiens s'était améliorée. Toutefois, un sondage récent montre que 52% de la population norvégienne considère que leur situation financière est restée stable, et 1/3 estime qu'elle s'est dégradée depuis les élections de l'automne dernier. Cet écart de perception devrait nourrir les débats budgétaires à venir au Parlement (*Storting*) où les questions de pouvoir d'achat et de niveau de vie s'annoncent centrales.

Suède

Le PIB suédois se contracte de -0.2% au premier trimestre 2026 par rapport au trimestre précédent.

Le consensus prévoyait une hausse trimestrielle de 0,1% selon *Infront*. En glissement annuel, le PIB a toutefois progressé de 2,0%. La consommation des ménages (+0,6% par rapport au T4 2025, +2,5% en glissement annuel) a contribué positivement à cette progression, tandis que le recul des dépenses publiques (-2,1% ; 1,3%) et de l'investissement (-2,3% ; 5,3%) ont tiré la croissance vers le bas au premier trimestre de 2026.

Le gouvernement réduit de moitié le prix des abonnements mensuels de transport en commun.

Dans le cadre du nouveau budget rectificatif annoncé en mai face à la crise au Moyen-Orient, le gouvernement introduit une subvention versée aux autorités régionales de transports qui divisent par deux le tarif des abonnements mensuels de transports publics pour le second semestre 2026. Cela représente une enveloppe de 6,5 Md SEK (600 M€). Cette mesure vise à encourager le report vers les transports en commun dans un contexte de hausse des prix de l'énergie et du carburant. Le gouvernement met aussi en avant la contribution de cette initiative à la réduction des émissions de gaz à effet de serre du secteur des transports.

Le nouveau budget d'urgence consacra 1,6 Md SEK (150 M€) à la production agricole primaire.

Dans un contexte de forte hausse des coûts des carburants et des engrais, le gouvernement a annoncé un soutien à la surface *via* une aide forfaitaire calculée sur la base de 85% de la hausse estimée des coûts en carburant de l'exploitation, et comprise entre 460€ minimum et 4600€ maximum par exploitant. 2,7 M€ sont alloués à l'aquaculture et à la pêche.

Le gouvernement adopte la première politique cloud de la Suède pour l'administration publique.

Cette politique vise à renforcer la sécurité, à réduire les dépendances et à améliorer le contrôle sur les données, dans un contexte où l'Europe dépend fortement de fournisseurs établis hors de l'UE. Supervisée par l'Autorité de régulation des communications et des postes (PTS), elle met l'accent sur l'importance de pouvoir changer de service face au risque de verrouillage de fournisseur en privilégiant les solutions permettant la migration rapide des données *via* des plans de sortie, en particulier si la situation internationale l'exige. Le document invite les administrations, sans les contraindre, à acquérir davantage de services auprès de prestataires suédois et européens.

La Suède et les Etats-Unis concluent un partenariat technologique bilatéral.

En marge du sommet de l'OTAN le 22 mai à Helsingborg, la ministre suédoise des Affaires étrangères Maria Malmer Stenergard et son homologue américain Marco Rubio ont signé un mémorandum d'entente non contraignant sur la coopération bilatérale dans les domaines de l'IA, la connectivité, le quantique, l'énergie, le spatial, la biomédecine et l'innovation de défense. Ce *Technology Prosperity Deal* vise à permettre un meilleur accès aux technologies de pointe, un élargissement de l'accès aux marchés dans le respect de la réglementation européenne, ainsi qu'un approfondissement de la coopération entre entreprises. Seuls trois autres pays disposent d'accords similaires avec les Etats-Unis : le Japon, la Corée du Sud et le Royaume-Uni.

Les fonds suédois de réserve des retraites affichent un rendement de 6,2% en 2025.

Le résultat consolidé des fonds de réserve de retraite (*AP-fonder* 1-4 et 6) s'est élevé à 122 Md SEK (11 Md€) en 2025, ce qui correspond à un rendement de

6,2%, principalement en raison d'une bonne performance des marchés actions. Depuis l'entrée en vigueur du système réformé de retraite en 2001, le rendement annuel moyen de l'ensemble des actifs gérés par les fonds tampons, soit 2 234 Md SEK (200 Md€) fin 2025, a été de 6,0 % par an. Ils ont également joué leur rôle de fonds tampons en transférant près de 19 Md SEK (1,6 Md€) vers le système de retraite par répartition en 2025. A compter de 2026, le fonds AP6, dont les actifs étaient exclusivement investis sur le marché du capital-risque, a été intégré au fonds AP2, et les actifs du premier fonds AP ont été répartis entre les fonds AP3 et AP4, dans le cadre de la loi de consolidation des fonds de réserve adoptée en 2025.

Une commission d'enquête préconise le relèvement de la taxe sur les carburants et de l'obligation d'incorporation de biocarburants d'ici 2030.

Svante Mandell, expert mandaté dans le cadre d'une commission d'enquête gouvernementale sur les instruments de politique climatique, a remis son rapport au gouvernement, préconisant une hausse de la taxe sur les carburants de 3 SEK/L (0,27 €/L) et le relèvement de l'obligation d'incorporation de biocarburants (jusqu'à 25% en 2030, contre 10% actuellement), ainsi que la baisse simultanée de la taxe sur l'électricité. Ces mesures permettraient à la Suède d'atteindre les objectifs climatiques à long terme d'ici 2045. Selon le rapporteur, la baisse des prix à la pompe, promesse électorale de 2022, et l'abaissement des seuils d'incorporation de biocarburants ont contribué à un ralentissement de la croissance des ventes de véhicules électriques. Svante Mandell estime que les prix des carburants en Suède doivent rejoindre les niveaux pratiqués au Danemark, en Finlande et aux Pays-Bas. Le ministre par intérim du Climat Johan Britz (L) a souligné dans la presse son opposition à ces recommandations concernant le carburant.

EQT se place au second rang mondial des fonds de *private equity* ayant levé le plus de capitaux entre 2021 et 2025.

134 Md USD levés ces 5 dernières années, le géant suédois du *private equity* se positionne au second rang mondial, après le fonds new-yorkais KKR (140 Md USD), et devant Blackstone (111 Md USD) dans le classement PEI 300 2026, ce qui en fait le premier fonds de *private equity* européen. A l'exception du fonds londonien Hg, le reste du top 10 est exclusivement composé de sociétés de gestion américaines. EQT se démarque par la croissance de plusieurs de ses fonds, en particulier EQT X (24 Md USD) et BPEA PE Fund IX (15,6 Md USD dédié à la zone Asie-Pacifique).

LKAB reçoit un feu vert pour extraire du phosphore et des terres rares à Luleå.

Le groupe minier public planifie depuis plusieurs années de commencer à extraire du phosphore et des terres rares à partir de résidus miniers. Ce projet a franchi une étape importante le 26 mai lorsque le Tribunal foncier et environnemental (*Mark- och miljödomstolen*) a accordé le permis nécessaire à la création d'un nouveau parc industriel à Luleå. Le projet a été classé par l'Union européenne comme projet stratégique visant à renforcer l'autosuffisance européenne en engrais minéraux et en terres rares. A la mi-juin est aussi attendue la décision relative au projet d'acier décarboné d'Hybrit à Gällivare. LKAB mettra en service à l'automne une unité de démonstration à plus petite échelle à Luleå, où les techniques d'extraction des terres rares et du phosphore seront testées.

Google souhaite construire son premier data center en Suède en 2028.

Dans un communiqué de presse, le géant américain a annoncé que le centre de données génèrerait 100 postes à plein temps une fois achevé, en plus des emplois temporaires de la phase de construction. Le terrain de 109 hectares, situé à Avesta dans le Dalarna, avait été acquis par Google en 2017 et avait, par la suite, fait l'objet de demande d'autorisations environnementales pour les constructions nécessaires à l'édification d'un centre de données. Les travaux de terrassement ont commencé à l'automne 2025.

Indicateurs économiques des pays nordiques

Taux de croissance annuels et trimestriels (en pourcentage, par rapport au trimestre précédent) :

	2022 <i>(moyenne annuelle)</i>	2023 <i>(moyenne annuelle)</i>	2024 <i>(moyenne annuelle)</i>	2025 <i>(moyenne annuelle)</i>	T1 2025
Suède	1,5	-0,2	1,0	1,5	-0,2
Danemark	0,4	0,6	3,5	2,9	1,9
Finlande	0,8	-0,9	0,4	0,2	0,9
Norvège ¹	3,2	0,1	2,1	1,1	0,4
<i>dont PIB continental</i>	4,3	0,7	0,6	1,8	0,2
Islande	9	5,6	-0,7	1,3	3,7

Sources : [OCDE](#), [SCB](#), [SSB](#), [DST](#), [Statice](#), [Tilastokeskus](#)

¹ Pour la Norvège, le PIB retenu dans cette ligne est le PIB total (y compris hydrocarbures). La ligne suivante décrit l'évolution du PIB continental (i.e. hors hydrocarbures).

Taux d'inflation annuels (en glissement annuel)² :

	2022 <i>(moyenne annuelle)</i>	2023 <i>(moyenne annuelle)</i>	2024 <i>(moyenne annuelle)</i>	2025 <i>(moyenne annuelle)</i>
Suède*	8,4	8,6	2,8	0,7
Danemark	7,7	3,3	1,4	1,9
Finlande	7,1	6,2	1,6	0,3
Norvège	5,8	5,5	3,2	3,1
Islande	8,3	8,8	5,9	4,1

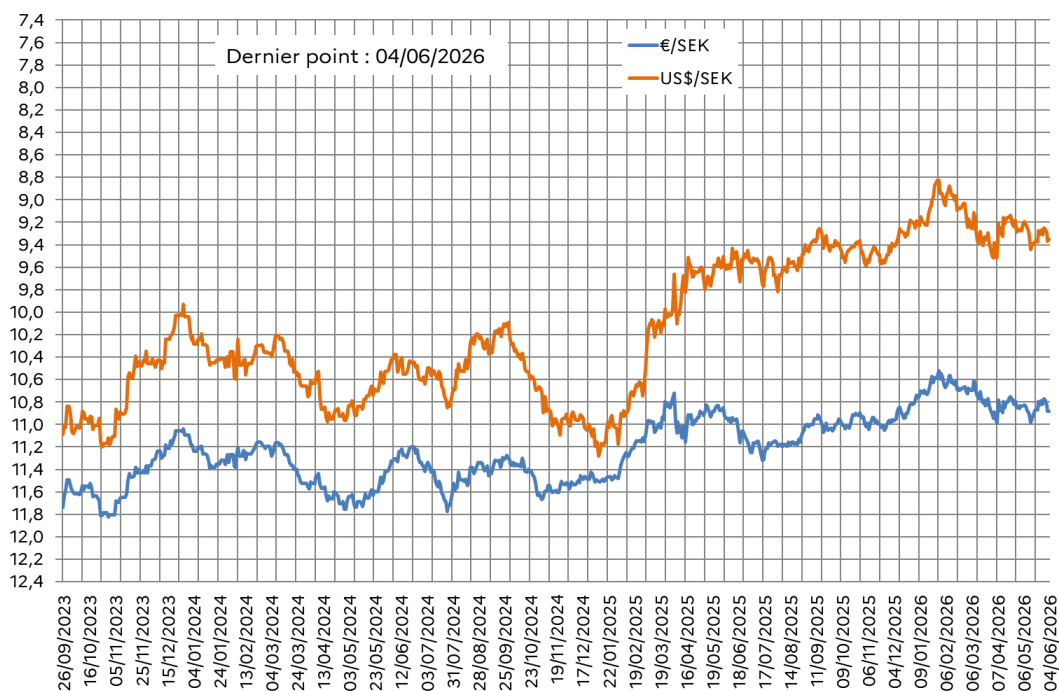
Sources : [OCDE](#)

² L'indicateur retenu est la moyenne trimestrielle des taux d'inflation mensuel (en glissement annuel) de l'IPC.

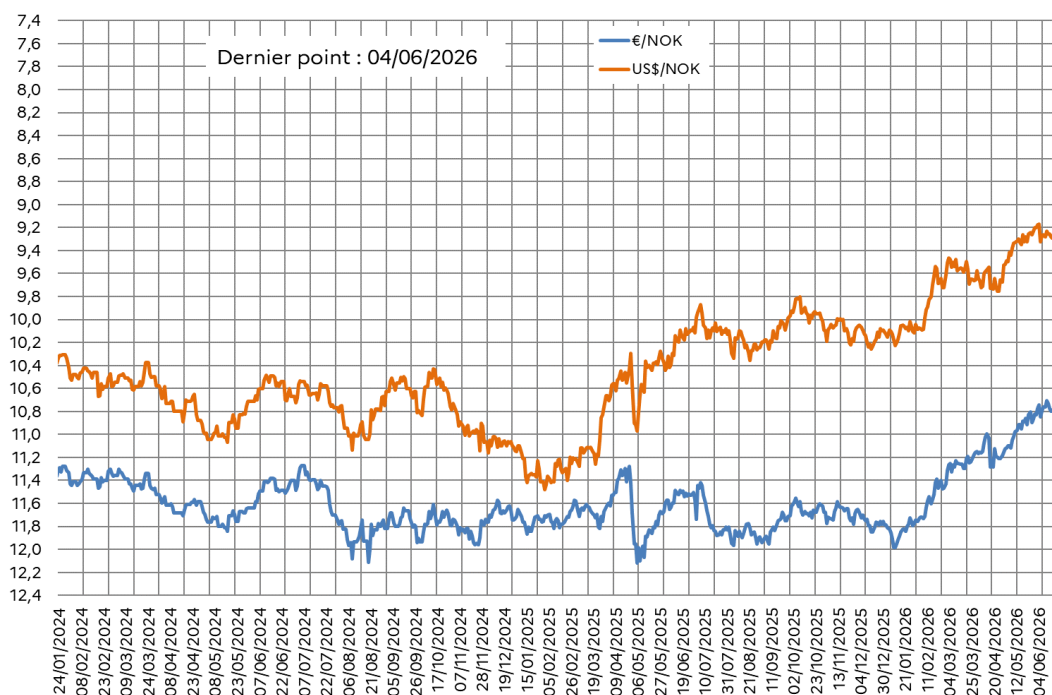
*IPC à taux variable, tenant compte des effets des taux d'intérêt sur les crédits hypothécaires.

Evolution des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Le Ministre Conseiller, Chef du Service économique régional de Stockholm « pays nordiques » O. Cuny
olivier.cuny@dgtrésor.gouv.fr

Rédaction : avec les contributions des Services économiques de Copenhague (M. Garrigue-Guyonnaud, M. Valeur, V. Brigodiot, A. Janssens), Helsinki (L. Torrebruno, O. Alapekkala, G. Bayle), Oslo (F. Choblet, Y. Le Lamer Le Guitton, M. Dein), Stockholm (J. Lauer Stumm, F. Lemaitre, J. Grosjean, J. Picard, W. Daehn-Villard) et de l'ambassade de France en Islande (G. Wagner, S. Wihane-Marc).

Abonnez-vous : juliette.picard@dgtrésor.gouv.fr